22 mars 1994

Décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire (DPC)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'article 143, 1^{er} alinéa, lettre *b* de la loi du 9 juin 1985 sur les constructions [RSB 721.0],
sur proposition du Conseil-exécutif,
décète:

I. Généralités

Article premier

Champ d'application

¹ Le présent décret règle la procédure d'octroi du permis de construire applicable aux constructions, installations et mesures projetées sur la surface du sol, au-dessous de celle-ci ou dans les eaux (appelées ci-après projets).

² Sauf disposition contraire du présent décret, la loi sur la procédure et la juridiction administratives est applicable.

³ Lorsqu'en plus du permis de construire, un projet requiert d'autres décisions rendues par des autorités, la loi de coordination est également applicable, à moins qu'une petite commune (art. 33, 2^e al. LC [RSB 721.0]) ne dirige la procédure d'octroi du permis de construire.

Art. 2

Début des travaux

¹ Les projets exigeant un permis de construire ne peuvent être exécutés qu'une fois qu'ils ont été autorisés par décision entrée en force ou que le début anticipé des travaux a été autorisé.

² Un projet est réputé commencé

a dès la réception du banquetage;

b si une réception du banquetage n'est pas nécessaire, par l'exécution de travaux, de changement d'affectation ou d'autres mesures qui, à eux seuls, nécessiteraient un permis de construire.

Art. 3

Autorité communale

L'autorité communale au sens du présent décret est le conseil communal ou tout autre organe désigné par le règlement communal.

II. Régime du permis de construire

Art. 4

Projets exigeant un permis

¹ Un permis de construire est nécessaire, sous réserve de l'article 5, pour

a les bâtiments et parties de bâtiments;

- b d'autres installations telles que
1. citernes, installations d'accumulation de gaz des services publics, distributeurs d'essence et de lubrifiant;
 2. tours, cheminées, mâts d'antennes et antennes paraboliques;
 3. clôtures fixes à la limite, murs de soutènement et de revêtement, entrées extérieures de caves, rampes, piscines;
 4. installations de biogaz et fosses à purin;
 5. routes privées et autres installations d'équipement technique aménagées à la surface du sol sur un terrain à bâtir (accès, conduites), places de stationnement pour véhicules à moteur;
 6. installations portuaires et débarcadères, dispositifs de mise à l'eau et hors de l'eau de bateaux, places d'amarrage de bateaux, bouées d'amarrage, installations servant à la pratique des sports nautiques et aquatiques;
 7. téléphériques, téléskis et monte-charges inclinés;
- c les lieux d'extraction de matériaux (carrières, gravières, glaisières, etc.);
- d les lieux de dépôt pour produits de l'artisanat et de l'industrie, matériaux de construction et autres, les places de stationnement pour mobilhomes, caravanes ou bateaux, les lieux de décharge pour véhicules, machines et engins hors d'usage ainsi que pour déchets, gravats et matériaux d'excavation de tout genre (décharges);
- e les terrains de camping;
- f l'établissement de résidences mobiles, caravanes habitables, tentes, etc. à l'extérieur d'un terrain de camping autorisé, pour autant qu'elles soient installées au même endroit pour plus de trois mois par année civile;
- g les modifications de plus de 1,20 m de hauteur apportées au terrain par déblaiement ou remblayage;
- h l'enlèvement de la couche végétale naturelle pour la construction ou l'aménagement de pistes de ski, sauf lorsqu'il s'agit de supprimer ponctuellement des endroits dangereux, sur une surface de 500 m² au plus;
- i le drainage de zones humides protégées;
- k l'enneigement technique d'une surface et les installations fixes nécessaires à cet effet; *[Teneur du 5. 9. 2000]*
- l les autorisations permanentes de dépassement d'horaire. *[Introduite le 10. 4. 2000]*
- ² Est soumise à l'obligation du permis toute modification importante apportée aux constructions et installations mentionnées au 1^{er} alinéa. Sont notamment réputées modifications importantes:
- a la transformation de l'aspect extérieur, telle que la modification de façades (y compris les éléments de style importants) ou de la forme du toit (y compris les incisions d'ouverture, les lucarnes et les superstructures), le choix de matériaux et de peintures non usuels dans la localité et, pour les monuments historiques, les modifications apportées à leurs abords; *[Teneur du 6. 9. 2000]*
 - b la modification de détails d'architecture intérieure, de l'agencement des pièces et d'équipements fixes dans les monuments historiques dignes de protection; *[Teneur du 6. 9. 2000]*
 - c la modification de l'agencement des pièces dans les monuments historiques dignes de conservation; *[Teneur du 6. 9. 2000]*

- d* le changement d'affectation et la rénovation de constructions et d'installations, lorsque pareilles mesures touchent à des éléments déterminants du point de vue du droit de la construction; c'est le cas dans les modifications
1. apportées à des constructions dépassant l'alignement;
 2. touchant les prescriptions concernant les zones, la législation de la protection de l'environnement ou les prescriptions concernant les distances;
 3. entraînant une charge supplémentaire importante pour les installations d'équipement;
[Lettre d correspond à l'ancienne lettre b]
- e* la démolition de bâtiments ou de parties de bâtiments, ainsi que l'enlèvement ou la mise hors service d'installations d'équipement technique aménagées à la surface du sol sur un terrain à bâtir. *[Lettre e correspond à l'ancienne lettre c]*

Art. 5

Projets n'exigeant pas de permis

¹ Aucun permis de construire n'est nécessaire pour

- a* les constructions et installations qui, en vertu de la législation fédérale, ne sont pas soumises à la souveraineté du canton en matière de constructions;
- b* les constructions et installations qui, en vertu de la législation, font l'objet d'une procédure d'autorisation particulière, dans la mesure où celle-ci prévoit le droit d'opposition conformément au présent décret;

- c sauf dans les sites protégés et sur les monuments historiques [Teneur du 6. 9. 2000]
1. les antennes paraboliques isolées d'un diamètre de 60 cm au maximum et de même couleur que la façade;
 2. les fenêtres en pente d'une surface de 0,8 m² au maximum, à raison de deux au plus par pan principal du toit;
 - d les installations et aménagements des espaces extérieurs ou de jardins tels que fontaines, pièces d'eau, sculptures;
 - e les clôtures, les murs de soutènement et de revêtement, les rampes obliques, pour autant que ces ouvrages ne dépassent pas 1,20 m de hauteur;
 - f l'installation et la modification de foyers et de cheminées de jardin autonomes;
 - g les modifications apportées à l'intérieur d'un bâtiment qui ne sont pas liées à un changement d'affectation nécessitant un permis de construire, dont l'incidence sur l'aspect extérieur dudit bâtiment ne nécessite pas de permis de construire et qui ne concernent pas les détails d'architecture intérieure, l'agencement des pièces et l'équipement fixe d'un monument historique digne de protection, ou l'agencement des pièces d'un monument historique digne de conservation; [Teneur du 6. 9. 2000]
 - h les petites installations annexes telles que terrasses de jardin non couvertes et ouvertes sur deux côtés au moins, bacs à sable et pataugeoires pour enfants, pergolas, abris à bicyclettes, coffres à outils, clapiers ou enclos pour petits animaux;
 - i les constructions mobilières telles que halles de fêtes, chapiteaux de cirque, tribunes, ainsi que l'entreposage de matériel pour une durée de trois mois au plus;
 - k le stationnement de véhicules de nomades pour une durée de six mois au plus, aux endroits autorisés par l'autorité communale avec l'assentiment des propriétaires fonciers;
 - l le dépôt, sur des lieux de stationnement, de mobilhomes, de caravanes ou de bateaux isolés, pendant la saison morte, pour autant qu'il reste suffisamment de places de stationnement pour les véhicules à moteur et que ni les abords, ni les espaces extérieurs ne soient atteints de manière importante;
 - m les installations agricoles mobiles telles que tunnels de plastique et installations semblables, jusqu'à une durée de six mois;
 - n ... [Abrogée le 4. 6. 2008]
 - o les petites installations annexes aux routes, telles que abribus, récipients pour les matières à épandre dans le cadre du service hivernal;
 - p les distributeurs automatiques ainsi que les récipients tels que «robidogs», composteurs, etc. d'une contenance de 2 m³ au plus;
 - q tous les projets de moindre importance que ceux qui sont énumérés à l'article 4.

² Lorsque des bâtiments et des installations ne nécessitant pas de permis de construire perturbent l'ordre public (art. 45, 2^e al., lit. c LC [RSB 721.0]), les autorités de la police des constructions ordonnent les mesures nécessaires en la matière, notamment pour garantir la sécurité et la santé ainsi que la protection des sites et du paysage.

Art. 6

Capteurs d'énergie

¹ Les installations destinées à capter des énergies renouvelables (capteurs) ne requièrent pas de permis de construire lorsqu'elles sont aménagées sur des bâtiments ou qu'elles constituent de petites installations annexes à des constructions. Le 2^e alinéa est réservé.

² Les capteurs nécessitent toujours un permis de construire s'ils sont montés sur des objets dignes de protection ou sis dans des zones protégées.

³ Le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques [Teneur du 29. 10. 1997] et le service compétent de la Direction des travaux publics, des

transports et de l'énergie [Teneur du 29. 10. 1997] publient des recommandations sur la manière de disposer les capteurs sans porter atteinte aux sites et au paysage. Les organisations spécialisées doivent être entendues.

⁴ Lorsqu'un capteur d'énergie non soumis à l'octroi du permis de construire porte atteinte au site ou au paysage et qu'il s'écarte notablement des recommandations mentionnées au 3^e alinéa, les autorités de la police des constructions ordonnent les mesures nécessaires.

Art. 7

Législation spéciale

¹ La procédure d'octroi du permis de construire est également requise lorsque la législation spéciale l'exige, notamment pour

- a les modifications qui menacent la sécurité en matière d'incendies,
- b les installations de chauffage extérieur ou de chauffage de piscine, les souffleries à air chaud, les installations d'aération et de climatisation.

² Au surplus, les dispositions applicables et les autres décisions nécessaires en vertu de la législation spéciale sont réservées pour tous les projets.

III. Compétence

Art. 8

Principe

¹ Sont compétents pour l'octroi du permis de construire le préfet ou la préfète du district dans lequel est prévue la réalisation du projet, ou les communes selon l'article 33 de la loi sur les constructions [RSB 721.0].

² Les projets portant sur l'hôtellerie et la restauration ou propres à la commune sont toujours du ressort du préfet ou de la préfète. [Teneur du 29. 4. 1996]

³ Le préfet ou la préfète est en outre compétent(e) lorsque sont réunies les conditions mentionnées à l'article 9, 2^e alinéa.

Art. 9

Compétence des petites communes

¹ La compétence des petites communes au sens de l'article 33, alinéa 2 de la loi sur les constructions [RSB 721.0] d'octroyer le permis de construire se limite aux projets qui, outre ce permis, ne nécessitent pas plus que [Teneur du 25. 11. 2004]

- a le raccordement à la route, aux réseaux de distribution d'énergie et d'eau ainsi qu'aux canalisations,
- b le raccordement au réseau des conduites des PTT, des antennes collectives, etc.,
- c l'autorisation en matière de protection des eaux,
- d la concession de prélèvement de chaleur dans des eaux publiques, [Teneur du 29. 4. 1996]
- e les installations techniques intérieures, [Teneur du 29. 4. 1996]
- f le certificat de conformité aux normes énergétiques, [Teneur du 29. 4. 1996]
- g l'examen des questions techniques relatives à la police du feu et à la protection civile, [Introduite le 29. 4. 1996]
- h la dérogation au sens des articles 24 à 24d de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire [RS 700], [Teneur du 25. 11. 2004]
- i la décision sur la conformité à l'affectation de la zone de constructions hors de la zone à bâtir, [Teneur du 25. 11. 2004]
- k la dérogation au sens des articles 26 ou 28 de la loi sur les constructions ou de l'article 81 de la loi du 4 juin 2008 sur les routes (LR) [RSB 732.11]. [Teneur du 4. 6. 2008]

² La compétence d'octroyer le permis de construire passe de la petite commune au préfet ou à la préfète lorsqu'un projet requiert une étude d'impact sur l'environnement ou que sa réalisation revient à plus d'un million de francs. La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques peut

adapter ce montant à l'indice des coûts de la construction.

³ Si elle n'est pas manifestement compétente, la petite commune remet au préfet ou à la préfète une copie de la demande de permis de construire et du plan de situation dans les sept jours ouvrables qui suivent la réception de ces documents. Si l'affaire n'est pas du ressort de la commune, le préfet ou la préfète se déclare compétent dans un délai de sept jours ouvrables.

⁴ Lorsqu'une petite commune est autorité d'octroi du permis de construire, elle sollicite le rapport officiel du préfet ou de la préfète en cas de demande de dérogation aux prescriptions cantonales.

IV. Présentation de la demande de permis de construire

Art. 10

Demande

1. Forme

¹ La demande de permis de construire est adressée à l'administration communale.

² Le requérant ou la requérante utilisera la formule officielle, qui portera la signature du maître de l'ouvrage, de l'auteur du projet et, en outre, du propriétaire foncier ou de la propriétaire foncière pour les constructions à établir sur sol d'autrui.

³ Le plan de situation (art. 12 et 13), les plans du projet (art. 14) et d'éventuels autres documents nécessaires (art. 15) seront joints à la demande. Tous les plans seront datés; ils porteront la signature du requérant ou de la requérante et de l'auteur du projet.

⁴ Si le projet nécessite l'octroi d'une dérogation, une requête correspondante sera jointe à la demande de permis. Il convient de la motiver.

⁵ Si le projet est soumis à la législation sur l'énergie ou à celle sur la protection de l'environnement, les documents requis seront joints à la demande.

⁶ Toutes les pièces du dossier doivent être remises en un nombre suffisant de copies, mais au minimum en double exemplaire. L'autorité d'octroi du permis de construire peut en exiger davantage.

Art. 11

2. Contenu

¹ La demande comprendra

- a* les nom et adresse du propriétaire foncier ou de la propriétaire foncière, du maître de l'ouvrage (le cas échéant de son représentant ou de sa représentante) ainsi que de l'auteur du projet;
- b* la parcelle à bâtir et l'indication de son emplacement exact ou de ses coordonnées ainsi que la zone d'affectation;
- c* le but du projet;
- d* les dimensions principales des constructions et installations, le type de construction, l'indication des matériaux les plus importants, le genre et la couleur des façades et de la toiture;
- e* les coûts de construction, y compris pour les travaux exécutés à titre personnel, mais sans les frais d'élaboration du projet, d'acquisition du terrain, d'équipement et les intérêts du crédit de construction (l'autorité peut demander la production des devis en cas de doute);
- f* pour les terrains de camping, les lieux d'extraction de matériaux et lieux de dépôt, leur surface, la hauteur des remblais, la profondeur du creusage, le genre de matériaux à en tirer ou à y déposer;
- g* pour les constructions artisanales et industrielles, le nombre probable des personnes qui y seront occupées;
- h* pour les entreprises d'engraissement et d'élevage, le genre et l'importance de la détention d'animaux;
- i* l'accès de la plus proche route publique à l'immeuble en question et la manière dont il est garanti juridiquement en cas de mise à contribution du terrain d'autrui;
- k* la situation, l'aménagement des places de stationnement pour véhicules, et la manière dont ces places sont garanties juridiquement, les places de jeu et les aires de loisirs;

/ l'indice d'utilisation et le pourcentage de surface bâtie, si ces éléments sont limités par les prescriptions en matière de construction; le calcul sera présenté de manière à pouvoir être vérifié.

² La demande indiquera en outre si le projet concerne un monument historique, un objet archéologique ou un autre objet relevant de la protection particulière du paysage en vertu d'un inventaire (art. 10d LC [RSB 721.0]) ou d'un plan d'affectation (art. 64a LC). [Teneur du 6. 9. 2000]

Art. 12

Plan de situation

1. Forme

¹ Le plan de situation sera, sur le territoire cantonal ayant fait l'objet de mensurations cadastrales, établi sur une copie du plan cadastral signée par le ou la géomètre d'arrondissement. Là où la mensuration du registre foncier fait encore défaut, l'auteur du projet dessinera le plan de situation en y portant les éléments correspondant à ceux d'un plan cadastral.

² L'auteur du projet fera figurer dans le plan de situation les indications relatives à la police des constructions exigées à l'article 13; ces modifications se distingueront nettement, par l'utilisation d'une couleur spéciale, des inscriptions certifiées conformes par le ou la géomètre d'arrondissement.

³ L'organe communal compétent atteste sur le plan l'exactitude et l'exhaustivité des indications relatives à la police des constructions; dans le territoire n'ayant pas fait l'objet de mensurations cadastrales, il confirme l'exactitude du plan de situation dans son ensemble.

Art. 13

2. Contenu

Le plan de situation indiquera notamment

- a les limites et les numéros de la parcelle à bâtir et des parcelles voisines, les noms de leurs propriétaires, ainsi que les constructions et installations existantes ou déjà autorisées sur ces parcelles;
- b la zone d'affectation dans laquelle se trouve le terrain concerné, les zones de danger, les zones à protéger, les zones de nuisances ou les espaces de transition (art. 6, 86 et 87);
- c l'échelle et l'indication du nord ainsi que les noms des routes et des lieux-dits;
- d l'alignement de la forêt; à défaut, le tracé effectif des lisières de celle-ci, pour autant qu'elles soient éloignées de moins de 30 m des constructions et installations projetées;
- e les monuments historiques, objets archéologiques ou autres objets relevant de la protection particulière du paysage qui se trouvent sur la parcelle à bâtir et sur les parcelles voisines; [Teneur du 6. 9. 2000]
- f la situation et la superficie du projet, ses distances en chiffres par rapport aux routes et aux limites d'immeubles et de bâtiments voisins, ainsi que les mesures extérieures du bâtiment;
- g l'accès, les places de stationnement pour véhicules et, où elle est prescrite (art. 22, 2^e al., et 23 LC [RSB 721.0]), la possibilité d'un accès en fauteuil roulant;
- h les alignements des constructions et des routes, les cotes de niveau et les conduites publiques inscrites dans les plans de quartier ou dans les plans de route existants ou déposés publiquement;
- i les eaux, les zones de protection des rives, les alignements par rapport aux eaux et les zones inondables (art. 7, 2^e al. LAE [RSB 751.11]).

Art. 14

Plans

¹ A la demande seront joints les plans suivants, à l'échelle 1:100 ou 1:50:

- a les plans de tous les niveaux. Seront mentionnés l'affectation des locaux avec l'indication en chiffres de leur largeur et longueur, l'épaisseur des murs extérieurs et de leur isolation, ainsi que l'épaisseur approximative des autres murs, les foyers et canaux d'évacuation de la fumée ainsi que la surface des sols et celle des parties vitrées en mètres carrés;

- b les coupes nécessaires à la compréhension du projet, avec indication des dimensions principales, du vide d'étage, de l'épaisseur approximative des planchers, de la distance entre l'entrait et le dessus du chevron mesurée en nu de la façade. Seront en outre indiquées la cote du sol fini des rez-de-chaussée au-dessus d'un point fixe porté sur le plan de situation et l'épaisseur de l'isolation du toit. La position des coupes sera indiquée sur le plan de situation ou sur le plan du rez-de-chaussée;
- c les plans de toutes les façades avec indication de la cote du sol fini au rez-de-chaussée, et de la hauteur de construction selon le mode de mesure prévu par le règlement de construction communal. En cas de construction en ordre contigu, les façades des bâtiments contigus seront esquissées si nécessaire;
- d un plan d'aménagement des abords lorsqu'il existe des prescriptions particulières sur l'aménagement des abords (art. 14 LC [RSB 721.0]), lorsque le projet implique la création de places de jeux pour enfants, de grandes surfaces de jeux ou d'aires de loisirs (art. 15 LC) ou lorsqu'il concerne un monument historique, un objet archéologique ou un autre objet relevant de la protection particulière du paysage (art. 10 à 10b LC). [Teneur du 6. 9. 2000]

² Sur les plans des coupes et des façades, on indiquera en pointillé le terrain existant et par une ligne continue le terrain définitivement aménagé. Des indications seront inscrites le long de ces lignes.

³ Les plans doivent en outre permettre de constater la structure prévue du terrain (raccordement des bâtiments, talus, murs de soutènement), ainsi que les clôtures fixes.

⁴ En cas de modification telle que transformation, construction d'annexes ou agrandissement, les plans feront ressortir quelles parties du bâtiment subsistent, lesquelles seront démolies et lesquelles seront reconstruites.

Art. 15

Exigences particulières; facilités

¹ L'autorité peut exiger d'autres pièces telles qu'indications sur la construction, le déroulement des travaux et les mesures de sécurité, montages photographiques, maquettes, indications détaillées concernant l'indice d'utilisation ou le pourcentage de surface bâtie, les calculs et les diagrammes d'ombre.

² L'autorité peut

- a admettre des plans à l'échelle 1:200 pour des projets de très grande envergure;
- b renoncer à exiger la production de plans ou d'autres pièces s'il s'agit de projets de peu d'importance;
- c prescrire le dépôt d'un plan d'aménagement des abords lorsque les prescriptions du règlement communal des constructions le prévoient de manière générale ou pour certains périmètres.

³ Dans des cas particuliers, notamment s'il s'agit de constructions et d'installations de durée limitée, une présentation du projet différente de celle qui est décrite aux articles 10 à 14 peut être autorisée, à condition qu'elle permette de juger si ce projet est conforme aux prescriptions à examiner dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire. Est compétente en la matière

- a l'autorité qui approuve un plan de quartier ayant valeur de permis de construire (art. 1^{er}, 4^e al. LC [RSB 721.0]), ou
- b l'autorité d'octroi du permis de construire, avec le consentement de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire. [Alinéa 3 introduit le 18. 6. 1997]

Art. 16

Gabarit

¹ Parallèlement au dépôt de la demande de permis, le requérant ou la requérante doit piqueter et marquer par un gabarit dans le terrain les limites extérieures des constructions et installations projetées. Le gabarit indiquera, notamment dans les angles des bâtiments, la hauteur des façades (jusqu'à l'arête supérieure du chevron) et l'inclinaison des lignes du toit; pour les toits plats, il indiquera la hauteur du garde-corps. La cote du sol fini des rez-de-chaussée sera marquée au moyen d'une latte transversale.

² Le gabarit sera maintenu jusqu'à l'entrée en force de la décision sur le projet.

³ L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire peut, pour de justes motifs, prévoir des mesures spéciales ou accorder des facilités quant au gabarit. Il convient d'assurer une information suffisante des voisins et du public.

⁴ Si une construction projetée n'est pas piquetée conformément aux prescriptions au moment de la publication, ou si le gabarit diffère considérablement des plans, la publication sera répétée une fois le vice corrigé, et le délai d'opposition prolongé d'autant.

V. Examen provisoire

Art. 17

Examen formel effectué par l'administration communale

¹ Dans les sept jours ouvrables qui suivent la réception de la demande de permis de construire et dès l'établissement du gabarit, l'administration communale procède à l'examen formel provisoire des demandes de permis de construire et de dérogation et les transmet à l'autorité d'octroi du permis de construire en indiquant les vices non éliminés. Elle peut les faire supprimer préalablement s'ils sont peu importants.

² Si l'examen provisoire révèle que la décision est du ressort de la petite commune, il convient de procéder conformément à l'article 9, 3^e et 4^e alinéas.

³ Dans tous les cas, l'administration communale fait immédiatement rectifier tout gabarit inexact ou insuffisant.

Art. 18

Examen effectué par l'autorité d'octroi du permis de construire

¹ Si, lors de l'examen provisoire, l'autorité d'octroi du permis de construire constate des vices formels, elle retourne la demande au requérant ou à la requérante pour correction. Elle précise que cette même demande sera considérée comme ayant été retirée si elle n'est pas renvoyée dans le délai imparti.

² S'il est visible d'emblée que, d'après les prescriptions de droit public, le projet ne peut être accepté ou ne peut l'être que par le biais de dérogations qui n'ont pas été demandées, l'autorité d'octroi du permis de construire informe le requérant ou la requérante des vices constatés et lui impartit un délai de trois mois pour les corriger. Elle lui indique que si la demande n'est pas soumise à nouveau avant l'expiration du délai, elle sera considérée comme ayant été retirée.

³ Le renvoi de la demande pour correction conformément aux 1^{er} et 2^e alinéas se fait dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception par l'autorité d'octroi du permis de construire.

⁴ L'autorité d'octroi du permis de construire n'entre pas en matière lorsqu'une demande présentée pour la seconde fois est entachée de vices formels. En cas de vices matériels manifestes qui sont de son ressort, elle rejette la demande dans un délai de 30 jours.

VI. Examen matériel

Art. 19 [Teneur du 25. 11. 2004]

Projets de construction hors de la zone à bâtir [Teneur du 25. 11. 2004]

Lorsqu'une demande concerne un projet de construction hors de la zone à bâtir, l'autorité d'octroi du permis de construire la transmet pour décision au service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, qui statue sur la conformité à l'affectation de la zone.

Art. 20

Préparation de la décision

1. Audition de la commune

En sa qualité d'autorité d'octroi du permis de construire, le préfet ou la préfète invite l'autorité communale à se prononcer. Celle-ci soumet une proposition en relevant notamment les faits qui s'opposent à l'octroi du permis de construire.

Art. 21

2. Consultation d'autres autorités

L'autorité d'octroi du permis de construire demande les rapports officiels accompagnés des propositions, les décisions ou les prises de position des autorités fédérales et cantonales compétentes.

Art. 22

3. Réserves ou objections de nature particulière

¹ L'autorité d'octroi du permis de construire consulte les services spécialisés cantonaux selon la liste du

service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques [Teneur du 29. 10. 1997] lorsqu'un projet fait l'objet des réserves ou des objections de nature particulière énoncées ci-après qui n'apparaissent pas manifestement injustifiées:

- a atteinte au site ou au paysage,
- b mise en danger de la sécurité ou de la santé publique,
- c aspects de la police du feu,
- d inobservation des prescriptions relatives aux mesures à prendre en faveur des handicapés,
- e infraction aux prescriptions relatives à l'environnement.

² Les organes spécialisés locaux peuvent être consultés s'ils sont efficaces.

³ Si un projet concerne un objet ou les abords d'un objet figurant dans un inventaire ou une liste du canton ou de la Confédération, l'autorité d'octroi du permis de construire associe dans tous les cas les services spécialisés cantonaux concernés à la procédure. Les projets portant sur des monuments historiques dignes de conservation au sens de l'article 10c, 2^e alinéa LC [RSB 721.0] sont réservés. [Teneur du 6. 9. 2000]

Art. 23

4. Examens supplémentaires

L'autorité d'octroi du permis de construire peut faire appel au service d'experts et ordonner des études pédologiques, des essais de matériaux et de charge, des calculs de statique ou d'autres mesures semblables.

Art. 24

Refus sans publication

¹ Si l'autorité d'octroi du permis de construire conclut que le projet ne peut pas être autorisé, elle le communique au requérant ou à la requérante en lui impartissant un délai pour prendre position.

² Si le requérant ou la requérante maintient sa demande, l'autorité d'octroi du permis de construire la rejette sans publication, à moins qu'elle n'ait modifié son appréciation.

VII. Publication, dépôt public

Art. 25

Moment de la publication

L'autorité d'octroi du permis de construire peut attendre la fin de l'examen matériel de la demande avant de publier cette dernière, à moins que le maître de l'ouvrage n'exige qu'il y soit procédé plus tôt.

Art. 26

Publication

¹ L'autorité d'octroi du permis de construire procède à la publication de la demande. L'article 27 est réservé.

² La publication a lieu dans deux numéros consécutifs de la feuille officielle d'avis ou, à défaut d'un pareil organe, selon l'usage local. La publication dans la Feuille officielle cantonale est réservée pour les cas où la législation la prévoit.

³ La publication contiendra

- a le nom du requérant ou de la requérante et de l'auteur du projet,
- b la désignation de la parcelle, son emplacement exact ou ses coordonnées ainsi que la description générale du projet,
- c la zone d'affectation et, le cas échéant, le plan de quartier,
- d les zones ou périmètres protégés et les objets protégés désignés dans le plan d'affectation, dans des inventaires ou dans des listes, [Teneur du 6. 9. 2000]
- e l'indication des dérogations demandées en faveur du projet,
- f l'indication du lieu et de la date du dépôt du dossier, de la possibilité de faire opposition et de l'autorité auprès de laquelle celle-ci doit être déposée, du délai d'opposition ainsi que

g la communication du délai de péremption des prétentions à compensation des charges qui ne seraient pas annoncées à l'autorité communale dans le délai d'opposition (art. 31, 4^e al., lit. a LC [RSB 721.0]).

Art. 27

Petit permis de construire non publié

¹ En ce qui concerne le petit permis de construire, la communication aux voisins suffit pour les projets suivants:

- a petites constructions et agrandissement mineur de bâtiments;
- b modifications importantes selon l'article 4, 2^e alinéa, à l'exception des écarts importants par rapport à la nature ou au degré de l'affectation admise ainsi que des modifications apportées aux monuments historiques ou à leurs abords; [Teneur du 6. 9. 2000]
- c constructions mobilières (installées à titre provisoire);
- d installations de mobilhomes, caravanes, tentes, etc.;
- e modifications apportées au terrain;
- f distributeurs d'essence et de lubrifiant;
- g cheminées intégrées à des bâtiments et cheminées autonomes d'une hauteur de 5 m au maximum;
- h antennes destinées à capter les émissions des moyens électroniques de communication de masse;
- i clôtures fixes à la limite, murs de soutènement et de revêtement, rampes, entrées extérieures de caves, piscine de petites dimensions;
- k installations de biogaz et fosses à purin;
- l routes privées et autres installations d'équipement technique aménagées à la surface du sol sur un terrain à bâtir (accès, conduites), places de stationnement isolées pour véhicules à moteur;
- m monte-charges inclinés destinés à l'équipement technique privé.

² La communication se fait par lettre recommandée et contient les indications énumérées à l'article 26, 3^e alinéa.

³ Il n'y a pas communication si le requérant ou la requérante produit l'accord écrit des voisins concernés. Dans ce cas, l'autorité d'octroi du permis de construire statue dans les 30 jours dès réception des documents requis et une fois qu'elle est en possession des autres décisions. L'article 2a, 2^e alinéa, lettre b de la loi sur les constructions [RSB 721.0] est réservé.

⁴ La demande fera l'objet d'une publication si le cercle des voisins concernés ne peut être défini avec précision.

⁵ L'octroi d'un petit permis de construire n'est pas possible

- a lorsque le projet est lié à un autre qui, lui, doit faire l'objet d'une publication;
- b lorsque la législation prévoit une publication; [Teneur du 29. 4. 1996]
- c lorsque des intérêts publics prépondérants sont touchés, notamment en matière de protection de la nature, du paysage ou du patrimoine, de sécurité routière ou d'aménagement local.

Art. 28

Dépôt public

La demande, les plans et les autres pièces du dossier sont déposés publiquement auprès de l'administration communale jusqu'à l'expiration du délai d'opposition selon l'article 31.

VIII. Opposition, réserves de droit

Art. 29

Qualité pour faire opposition

Ont qualité pour faire opposition

- a les personnes qui se trouvent directement lésées dans leurs intérêts personnels dignes de protection par le projet;
- b les organisations privées constituées sous la forme d'une personne morale pour autant que, selon leurs statuts, la poursuite des objectifs de la loi sur les constructions soit un de leurs principaux buts durables et qu'elles existent depuis cinq ans au moins au moment de la publication du projet de construction;
- c les autorités des communes, les organes des groupements de communes, du canton [Teneur du 25. 11. 2004] et de la Confédération.

Art. 30

Motifs

- ¹ Les personnes au sens de l'article 29, lettre a ne peuvent qu'invoquer des griefs reposant sur un intérêt personnel digne de protection.
- ² Les organisations privées peuvent invoquer des griefs en vue de la sauvegarde de leurs objectifs statutaires.
- ³ Les autorités et les organes peuvent invoquer des griefs en vue de la sauvegarde des intérêts publics qui leur sont confiés.

Art. 31

Délai et forme

- ¹ Le délai d'opposition est de 30 jours à compter de la première publication ou de la date d'envoi de la communication écrite.
- ² Les oppositions, dûment motivées, doivent être envoyées en double exemplaire à l'autorité d'octroi du permis de construire.
- ³ Les oppositions collectives et les oppositions multicopiées n'ont de valeur juridique que si elles indiquent le nom de la personne autorisée à représenter valablement le groupe d'opposants.

Art. 32

Réserve de droit

- ¹ La déclaration de réserve de droit a pour but de renseigner le requérant ou la requérante et les autorités sur les droits privés qui sont touchés par le projet, ainsi que sur les prétentions en indemnités qui pourraient en découler.
- ² Toute personne ayant la jouissance et l'exercice des droits civils a qualité pour présenter une réserve de droit.
- ³ Les dispositions sur la compensation des charges sont réservées (art. 30 et 31 LC [RSB 721.0]).

Art. 33

Instruction

1. Généralités

- ¹ Dans les sept jours ouvrables qui suivent l'expiration du délai d'opposition, l'autorité d'octroi du permis de construire envoie une copie des oppositions et des réserves de droit au requérant ou à la requérante et aux autorités concernées.
- ² Ceux-ci peuvent prendre position par écrit dans les dix jours ou au plus tard jusqu'aux pourparlers de conciliation dans le cas où ces derniers sont organisés.
- ³ En cas d'oppositions manifestement irrecevables ou non motivées, l'autorité d'octroi du permis de construire peut renoncer à demander des prises de position.

Art. 34

2. Pourparlers de conciliation

- ¹ L'autorité d'octroi du permis de construire peut organiser des pourparlers de conciliation si les participants n'y renoncent pas.
- ² Les pourparlers sont consignés dans un procès-verbal qui mentionne leurs résultats et, en conclusion, les oppositions non vidées. Ce document est signé par tous les participants à la procédure.

IX. Décision

Art. 35

Décision

1. Conditions, charges, objet

¹ Le permis de construire est octroyé lorsque le projet est conforme aux dispositions de la législation sur les constructions et sur l'aménagement du territoire ainsi qu'aux prescriptions d'autres lois à examiner dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire, qu'il ne compromette pas l'ordre public et que rien ne s'y oppose au titre de l'aménagement du territoire au sens des articles 36 et 62 de la loi sur les constructions [RSB 721.0]. Dans le cas contraire, la demande de permis est rejetée.

² Le permis de construire peut être assorti de conditions et de charges.

³ L'autorité d'octroi du permis de construire désigne les plans auxquels se réfère la décision.

Art. 36

2. Contenu

¹ La décision comprend les considérants, un dispositif et l'indication des voies de recours.

² Les considérants comprennent

- a* les motifs des conditions et charges dont le permis de construire est assorti,
- b* les motifs du rejet de la demande et
- c* la prise de position relative aux oppositions.

³ Le dispositif comprend

- a* l'octroi ou le rejet des dérogations demandées,
- b* l'octroi ou le rejet du permis de construire,
- c* les conditions et les charges dont le permis de construire est assorti,
- d* les autres autorisations requises avant le début des travaux (art. 2a LC [RSB 721.0]),
- e* en cas de permis partiel, les objets qui restent à autoriser,
- f* la mention des réserves de droit et
- g* les frais à payer.

⁴ L'indication des voies de recours comprend

- a* l'indication du délai et de la forme du recours ainsi que de l'autorité à laquelle il peut être adressé;
- b* l'indication selon laquelle il ne pourra être fait usage du permis de construire qu'au moment où
 - 1. le délai de recours sera expiré sans avoir été utilisé,
 - 2. toutes les personnes habilitées à recourir auront renoncé à le faire ou que
 - 3. l'autorité compétente aura permis le début anticipé des travaux.

Art. 37

3. Notification

¹ L'autorité d'octroi du permis de construire notifie sa décision au requérant ou à la requérante, aux opposants dont l'opposition n'a pas été vidée et à la commune.

² Elle la porte également à la connaissance des services spécialisés consultés selon l'article 22 et des personnes ayant fait valoir une réserve de droit.

³ L'autorité d'octroi du permis de construire envoie au géomètre conservateur ou à la géomètre conservatrice une copie des permis de construire et des plans de situation, sauf si le projet concerne des travaux exécutés à l'intérieur de bâtiments ou d'installations existants.

X. Portée et durée de validité du permis de construire

Art. 38

Portée, validité

¹ Le permis de construire donne droit à l'exécution du projet dès que lui-même et les autres autorisations requises ne peuvent plus être contestés.

² Il est valable pour le requérant ou la requérante et le ou la propriétaire de l'immeuble; il ne l'est pour leurs ayants cause que s'il n'avait pas été accordé eu égard à des conditions particulières prouvées.

Art. 39

Début anticipé des travaux

¹ Si le projet n'a donné lieu à aucune opposition et s'il ne touche pas à des intérêts publics, l'autorité d'octroi du permis de construire peut autoriser le commencement des travaux dès l'expiration du délai d'opposition.

² Si le projet doit être examiné par plusieurs autorités, celles-ci doivent toutes autoriser le début anticipé des travaux.

³ Si le projet est fondé sur des prescriptions de construction non encore approuvées, le début anticipé des travaux n'est autorisé qu'avec l'accord du service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques [*Teneur du 29. 10. 1997*].

⁴ Les travaux d'excavation du terrain à bâtir, la pose de conduites et d'autres travaux de ce genre peuvent être autorisés par l'autorité communale dès réception de la demande de permis de construire, s'il n'y a pas risque de préjudice pour les eaux et si le requérant ou la requérante s'engage, pour le cas où le permis serait refusé, à rétablir l'état antérieur des lieux. L'autorisation peut être assortie de la condition que le requérant ou la requérante fournisse des sûretés convenables en vue de l'exécution de cette obligation.

Art. 40

Délai

1. Généralités

¹ Le permis de construire perd sa validité lorsque l'exécution du projet n'a pas commencé dans les deux ans qui suivent la décision d'octroi entrée en force ou qu'elle est interrompue pendant plus d'un an.

² Le délai ne commence pas à courir ou est suspendu lorsque, pour des raisons juridiques, le permis ne peut pas être utilisé et que le maître de l'ouvrage entreprend les démarches que l'on peut attendre de lui pour écarter ce qui empêche l'exécution.

³ Le délai court encore au moins un an après la suppression de l'empêchement.

Art. 41

2. Prolongation de la durée de validité

¹ L'autorité d'octroi du permis de construire peut, pour de justes motifs, prolonger le délai de validité du permis de deux ans au plus. La prolongation est exclue si, depuis l'octroi du permis, une importante modification est survenue dans la situation de fait ou de droit déterminante.

² La requête en prolongation d'un permis de construire est publiée si elle est susceptible de toucher des intérêts publics importants. S'il n'est procédé à aucune publication, la requête est communiquée par écrit aux voisins et aux anciens opposants concernés par la prolongation.

³ Les oppositions ne peuvent être formulées que contre la prolongation. L'autorité d'octroi du permis de construire les étudie avant de rendre sa décision sur la requête en prolongation. Il n'y a pas de pourparlers de conciliation.

⁴ La décision concernant la prolongation est susceptible de recours au même titre que l'est celle qui porte sur l'octroi du permis de construire.

XI. Prescriptions particulières

Art. 42

Demande de permis de construire général

La demande de permis de construire général (art. 32, 2^e al. LC [*RSB 721.0*]) est soumise aux dispositions suivantes:

- a La demande peut notamment avoir pour objet l'affectation prévue, l'équipement du terrain à bâtir, la situation et la forme extérieure de la construction, son intégration dans les environs immédiats ainsi que des éléments analogues.
- b Le permis de construire général n'est valable que pour les éléments du projet désignés expressément, dans la demande, comme objet de la procédure d'octroi.
- c Le plan de situation et les plans requis dressés à l'échelle 1:100 ou 1:200 seront joints à la demande.
- d Le délai de remise de la demande d'exécution n'est pas suspendu par le fait d'empêchements de droit privé.
- e Le projet d'exécution ne sera publié que s'il touche des intérêts publics dans une plus large mesure que la demande de permis général. S'il ne fait pas l'objet d'une publication, sa mise en dépôt public est communiquée par écrit aux personnes concernées.

Art. 43

Modification du projet pendant la procédure et durant l'exécution

- ¹ Au sens de la présente disposition, il y a modification du projet lorsque ce dernier reste le même dans ses éléments fondamentaux.
- ² L'autorité d'octroi du permis de construire peut, après avoir entendu les participants et les tiers touchés par la modification d'un projet, poursuivre la procédure sans nouvelle publication ou autoriser ladite modification sans nouvelle procédure de demande de permis, pour autant que des intérêts publics ou des intérêts prépondérants des voisins n'en soient pas touchés.
- ³ Si le projet est modifié durant la procédure de recours, il convient d'entendre la commune, la partie opposée et les tiers touchés par la modification. L'autorité de recours peut renvoyer l'affaire à l'instance inférieure pour qu'elle en continue le traitement.
- ⁴ Toute modification est exclue en cours de procédure de recours devant le Tribunal administratif. La compétence de ce dernier de renvoyer l'affaire à l'instance inférieure pour examen d'une modification de projet ou de liquider la procédure de recours par transaction est réservée.
- ⁵ Si le projet est modifié pendant les travaux de réalisation, la compétence est déterminée en fonction de cette seule modification. Il convient d'appliquer le droit en vigueur au moment où la demande de modification du projet a été présentée.

Art. 44

Demande de dérogation a posteriori

- ¹ Les demandes de dérogation déposées a posteriori dans le cadre d'une procédure ordinaire d'octroi du permis de construire font l'objet d'une publication. *[Teneur du 29. 4. 1996]*
- ² Si la demande de dérogation n'est présentée qu'au cours de la procédure de recours, il est statué à son sujet dans la décision sur recours.
- ³ En procédure de recours devant le Tribunal administratif, il n'est pas entré en matière sur les demandes de dérogation déposées a posteriori. La compétence du Tribunal administratif de renvoyer l'affaire à l'instance inférieure pour appréciation de la demande de dérogation ou de liquider la procédure de recours par transaction est réservée.

Art. 45

Plan de quartier 1. Conditions

- ¹ Le plan de quartier a valeur de permis de construire s'il définit le projet avec la précision d'un tel permis. Lors de la publication, il convient d'indiquer les objets pour lesquels il tient lieu de permis général ou de permis ordinaire.
- ² La décision d'approbation désigne les objets pour lesquels le plan de quartier a valeur de permis de construire général ou de permis de construire ordinaire.
- ³ Cette partie du plan de quartier peut également être attaquée selon l'article 61a de la loi sur les constructions *[RSB 721.0]*.

Art. 46

2. Durée de validité

¹ Tant qu'il est en vigueur, le plan de quartier a valeur de permis de construire général ou ordinaire selon la décision d'approbation.

² Toutefois, si le maître de l'ouvrage n'a pas fait usage de son droit dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du plan de quartier, il fait part, par écrit, à la commune de son intention de présenter une demande d'exécution du permis de construire ou d'entreprendre les travaux.

³ Si la commune ne crée pas de zone réservée dans un délai de trois mois, le maître de l'ouvrage peut, pendant une nouvelle période de cinq ans, présenter une demande d'exécution du permis de construire ou entreprendre les travaux.

XII. Police des constructions

Art. 47

Obligations de l'autorité communale de police des constructions

¹ L'autorité communale de police des constructions veille à ce que les prescriptions légales et les dispositions du permis de construire soient observées lors de l'exécution du projet. Son contrôle porte en particulier sur les points suivants:

- a avant le début des travaux;
 - 1. l'observation des conditions et des charges du permis de construire, qui doivent être remplies au moment où commencent les travaux;
 - 2. l'existence des autres autorisations nécessitées par le projet;
 - 3. l'existence du point fixe choisi en vue du projet (art. 14, 1^{er} al., lit. b);
- b pour les bâtiments et, pour les travaux de génie civil, après excavation du terrain à bâtir:
 - 1. le banquetage;
 - 2. l'observation de la cote du sol fini des rez-de-chaussée;
- c pendant les travaux:
 - 1. l'observation des prescriptions de sécurité et des conditions d'hygiène, en particulier des logements des ouvriers;
 - 2. l'observation de l'obligation d'éviter dans toute la mesure du possible que la chaussée soit souillée du fait des travaux ou de la nettoyer sans retard si elle l'a été;
- d après l'achèvement des travaux, l'observation des autres conditions et charges dont est assorti le permis de construire. Si elle n'a pas octroyé elle-même le permis de construire, elle envoie à l'autorité d'octroi de celui-ci un double du procès-verbal de réception.

² Elle veille à faire rétablir l'état conforme à la loi lorsque les travaux de construction sont illicites ou que des prescriptions en matière de construction ou de conditions et charges n'ont pas été observées ultérieurement (art. 46 et 47 LC [RSB 721.0]). A cet égard, elle respecte les principes de la proportionnalité et de la protection de la bonne foi.

³ Elle veille à l'élimination des perturbations de l'ordre public dues à des constructions et installations inachevées, entretenues de manière négligente ou contraires de toute autre façon à la réglementation (art. 45, 2^e al. lit. c et art. 47 LC [RSB 721.0]).

⁴ Elle communique le début des travaux, par acte judiciaire ou lettre recommandée, aux personnes qui ont annoncé une demande en compensation des charges (art. 31, 2^e al. LC [RSB 721.0]).

Art. 48

Compétences préfectorales [Teneur du 25. 11. 2004]

¹ Le préfet ou la préfète exerce la surveillance de la police communale des constructions et impartit des délais appropriés aux autorités communales de la police des constructions et aux autorités d'octroi du permis de construire lorsqu'elles tardent à remplir leurs obligations légales. Il ou elle ordonne, au besoin, les mesures nécessaires.

² Le préfet ou la préfète a en particulier les attributions suivantes:

- a il ou elle décide, en cas de doute, si un projet nécessite un permis de construire et quelle en est la nature (art. 32 LC);

b il ou elle tranche les litiges portant sur les exigences particulières ou sur les facilités au sens des articles 15 et 16, 3^e alinéa.

³ ... [Abrogé le 25. 11. 2004]

Art. 49 [Teneur du 25. 11. 2004]

Information

Le service compétent de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques conseille les autorités des communes ainsi que les préfets et les préfètes dans les affaires relevant de l'octroi du permis de construire. Il prend notamment position sur les questions relatives au régime du permis de construire et au régime de la dérogation, à la procédure d'octroi du permis de construire, aux prescriptions en matière de police des constructions et au calcul de l'indice d'utilisation et du pourcentage de surface bâtie.

Art. 50

Infractions

Les infractions aux dispositions du présent décret ainsi qu'aux ordonnances édictées et décisions rendues sur la base de ce dernier sont passibles des peines prévues à l'article 50 de la loi sur les constructions [RSB 721.0] (amende de 40 000 francs au plus; dans les cas graves, de 100 000 francs au plus [Teneur du 14. 12. 2004]; dans les cas de peu de gravité, amende de 1000 francs au plus).

XIII. Frais

Art. 51

Principe

¹ Les frais de procédure (frais officiels) se composent des émoluments et des dépenses que la commune peut facturer pour son activité en procédure d'octroi du permis de construire et pour les opérations qu'elle accomplit en matière de police des constructions.

² Les dépenses comprennent les indemnités de déplacement, les indemnités des témoins, les frais d'examen techniques, les honoraires d'experts, les taxes postales, téléphoniques et télégraphiques, les frais d'annonce, mais non pas les coûts résultant des actions entreprises selon l'article 33a, 2^e alinéa de la loi sur les constructions [RSB 721.0].

³ La commune édicte un tarif des émoluments.

Art. 52

Frais à assumer dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire

¹ Le requérant ou la requérante supporte les frais officiels de la procédure d'octroi du permis de construire. Il n'est pas alloué de dépens.

² Le montant des frais de la procédure tient équitablement compte de l'importance du projet; pour les petits projets ou si des frais d'expertise relativement élevés ont été engagés notamment, il est possible de renoncer à répercuter la totalité des frais sur le requérant ou la requérante.

³ Les frais officiels occasionnés par une opposition manifestement injustifiée peuvent être mis à la charge de son auteur.

Art. 53

Avance de frais et sûreté pour les frais

¹ L'autorité d'octroi du permis de construire peut exiger du requérant ou de la requérante qu'il ou elle fasse une avance de frais convenable.

² Si le requérant ou la requérante ne verse pas l'avance de frais requise, la procédure est, après une suspension de trois mois, rayée du rôle comme étant devenue sans objet.

XIV. Dispositions d'exécution et disposition transitoire

Art. 54

Dispositions d'exécution

Le Conseil-exécutif peut édicter par voie d'ordonnance d'autres dispositions concernant la procédure

d'octroi du permis de construire, la police des constructions et la compensation des charges.

Art. 55

Procédures pendantes

Les procédures d'octroi du permis de construire, de recours et de compensation des charges pendantes lors de l'entrée en vigueur du présent décret sont menées à terme en application des dispositions de l'ancien droit.

Art. 56

Abrogation d'un acte législatif

Le décret du 10 février 1970 concernant la procédure d'octroi du permis de construire est abrogé.

Art. 57

Adaptation de prescriptions

Le décret du 4 février 1987 sur les prestations financières consenties par l'Etat pour l'approvisionnement en énergie [RSB 741.61] est modifié comme suit:

Art. 58

Entrée en vigueur

¹ Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret. Au cas où l'«initiative en faveur des capteurs solaires» ne serait pas retirée, les 2^o et 3^o alinéas sont réservés.

² Si l'«initiative en faveur des capteurs solaires» est acceptée en votation populaire, les dispositions des articles 6 et 57 seront caduques et l'article 6 sera remplacé par la réglementation suivante:

Art. 6 Aucun permis de construire n'est nécessaire pour

- a* les capteurs et les cellules solaires jusqu'à 2 m² de surface au maximum (petites installations);
- b* les capteurs et les cellules solaires d'une surface supérieure à 2 m² s'ils ne sont pas montés sur des bâtiments dignes de protection ou sur des bâtiments sis hors de la zone à bâtir et qu'ils remplissent les conditions suivantes:
 - ils recouvrent au maximum les deux tiers de la surface du toit ou de la façade, une surface de 30 m² au minimum étant admise pour les maisons individuelles et de 20 m² au minimum par logement supplémentaire;
 - s'ils sont montés sur un toit en pente: ils sont intégrés au toit et présentent une inclinaison maximale de 45° ou sont décollés de 20 cm au maximum par rapport au toit;
 - s'ils sont montés sur une façade: ils présentent une inclinaison de 0 à 45° et de 70 à 90° (capteurs verticaux) et sont décollés de 1,0 m au maximum par rapport à la façade;
 - s'ils sont montés sur un toit plat: ils dépassent de 1,0 m au maximum par rapport à l'arête supérieure du toit.

³ Si l'«initiative en faveur des capteurs solaires» est rejetée en votation populaire et que le Conseil-exécutif ait alors déjà mis le décret en vigueur, les articles 6 et 57 entrent en force le lendemain du scrutin. Dans le cas contraire, le Conseil-exécutif les met en vigueur en même temps que le décret.

Berne, 22 mars 1994

Au nom du Grand Conseil,

le président: *Bieri*

le chancelier: *Nuspliger*

ACE n° 2619 du 24 août 1994: entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1995

Appendice

22.3.1994 D

ROB 94–77; en vigueur dès le 1. 1. 1995

Modifications

29.4.1996 D

ROB 96–40; en vigueur dès le 1. 7. 1996

18.6.1997 D

ROB 97–65; en vigueur dès le 1. 9. 1997

29.10.1997 O

ROB 97–100; en vigueur dès le 1. 1. 1998

10.4.2000 D

ROB 00–75; en vigueur dès le 1. 12. 2000

6.9.2000 D

ROB 00–128; en vigueur dès le 1. 1. 2001

5.9.2000 D

ROB 01–21; en vigueur dès le 1. 4. 2001

25.11.2004 D

ROB 05–50; en vigueur dès le 1. 8. 2005

14.12.2004 D

ROB 06–81 (II.); D fixant les émoluments en matière pénale (DEmoPén); en vigueur dès le 1. 1. 2007

ACE n° 1671 du 6 septembre 2006 (ROB 06–89):

3. Les autres modifications du décret du 7 novembre 1996 fixant les émoluments en matière pénale adoptées par le Grand Conseil le 14 décembre 2004 qui comportent des modifications indirectes du décret du 25 novembre 1876 concernant les inhumations, du décret du 10 février 1970 concernant le règlement-norme sur les constructions ainsi que du décret du 22 mars 1994 concernant la procédure d'octroi du permis de construire (DPC) entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2007

4.6.2008 D

ROB 08–132; en vigueur dès le 1. 1. 2009